



Bravo la Suisse !

Les Suisses ont rejeté dimanche par une votation à très forte majorité (71,6%) la suppression de la redevance qui permet à l'audiovisuel public (SSR) de fonctionner.

Avec une participation de 54%, les Suisses ont dit clairement NON au NO BILLAG, qui, en cas de vote positif, aurait conduit à la suppression de 6000 emplois au sein de la SSR, qui diffuse dans les quatre langues du pays (allemand, français, italien et romanche).

Les syndicats français de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes se réjouissent et félicitent leurs confrères suisses et leurs syndicats qui ont fait campagne contre ce projet teinté de néolibéralisme, visant l'existence même d'un service public dans la Confédération.

En France, nous n'avons pas de votation sur le NO Billag.

Mais les Français ont très souvent manifesté leur attachement à un service public de qualité.

Les attaques virulentes du chef de l'Etat, Emmanuel Macron, contre France Télévisions et Radio France, les réductions drastiques du budget de FTV (- 80 millions d'euros) alors que le montant de la redevance est loin derrière celui de nos amis suisses et que cette dernière devrait être attachée à tous les écrans de réception, ne peut qu'inquiéter.

L'annonce des réformes en cours, avec dans le viseur de l'Elysée et du gouvernement, une loi sur l'audiovisuel public font redouter le pire pour l'ensemble des entités du service public, leurs missions au service de tous : informer, éduquer, distraire, et leurs salariés.

Ces manœuvres visent à privatiser le maximum de biens publics au profit de quelques intérêts privés, déjà comblés !

Les syndicats et les salariés de ces services publics ne laisseront pas cette spoliation se perpétuer.

Le 05/03/2018